

# Introduction au lancement de la Convention sur le projet

Marc Brynhole – 20 mai 2015

D'abord, merci de votre participation à cette journée dont je souhaite qu'elle soit un grand moment d'échange et d'enrichissement pour les communistes, pour celles et ceux qui s'intéressent à nous, pour notre parti et plus largement pour le signal fort que d'aujourd'hui nous voulons adresser notamment aux femmes et aux hommes de gauche, si souvent désemparés ou en colère.

Ce message adressé à toutes et tous tient en deux phrases : Il y a du neuf du côté des communistes. Ils mettent sur la table des débats d'avenir, un projet, une ambition, des objectifs et des mesures.

Nous vous avons remis ce matin un document qui a mobilisé le Comité du projet depuis plusieurs semaines, sinon plusieurs mois sur un travail de fond, de réflexion et d'écriture.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour en discuter et lancer en grand une nouvelle étape pour notre parti : celle du démarrage du débat que nous voulons le plus large possible autour de notre projet et qui verra, en 2016, la tenue d'une convention nationale sur le projet précéder notre prochain congrès.

Ce Comité du projet, créé à notre dernier congrès, travaille sous la direction de Pierre Laurent et d'Isabelle De Almeida qui m'a précédé à cette tribune. Parmi ces objectifs, il s'est fixé de faire un point sur les apports de l'ensemble des groupes de travail de notre parti afin d'en tirer le plus d'enrichissement pour notre action commune.

Il a aussi lancé ce qui nous réunit ce jour : l'écriture d'un projet, intitulé *Invitation à écrire un projet pour l'émancipation humaine*, qui tente de tracer les grandes lignes des repères, des visions d'avenir et des mesures que nous portons pour créer une dynamique de sortie de l'austérité et des dogmes du libéralisme qui étouffent tout développement, humain de la France, de l'Europe et du monde.

**Je veux, avant même d'entrer dans le sujet, préciser à la fois le statut de ce document, ses objectifs et l'utilité que nous voulons lui donner.**

Il est une contribution du Comité du projet, assumé par lui en tant que tel, pour permettre que se déroule le débat. Il est, et son titre l'affiche de façon volontariste, une invitation au débat et j'ajoute une invitation populaire au débat. Le temps viendra en 2016 pour notre parti d'engager la démarche de congrès avec toute sa dimension d'amendement, de choix, de votes qui font la démocratie de notre organisation.

D'ailleurs, la convention sur le projet précédant le congrès la même année sera un de ces moments. Ce sera d'ailleurs le moment d'aller vers un ou d'autres textes, de choisir, de confronter puis de décider en commun lors du congrès. Le moment où nous sommes est donc le début de cette démarche. Notre travail, celui du Comité du projet est de verser au débat le fruit de ses échanges, du travail qu'il a accompli.

Nous proposerons d'en faire une démarche publique, d'organiser des débats dans le Parti, dans les fêtes de fédération ou de section, à la Fête de l'Humanité et de publier en grand cette contribution pour que s'engagent d'autres travaux, d'autres réflexions, d'autres enrichissements.

Vous le découvrirez, ce document comporte plusieurs parties indissociables pour nous. Il ne fait qu'un dans ses trois parties. D'abord, un texte que nous avons voulu porteur de sens et qui tente de répondre à la question : Dans quelle société, dans quel monde, dans quelle France voulons-nous vivre ? Quels sont les repères qui nous font agir ? Quelles sont les clés que nous proposons pour aller vers des changements dans le sens de l'émancipation humaine, comme l'indique le titre, comme une forte prise de parti. Ce texte veut dire aussi, même brièvement et sans doute de façon incomplète, les possibles et les obstacles qu'il nous faut franchir. J'y reviendrai. Mais, afin de lever les doutes et les terribles sentiments d'impuissance que ressentent de millions de nos concitoyens tant vis-à-vis d'eux-mêmes que vis-à-vis de la politique, que beaucoup pensent incapable de répondre à leur aspirations, nous prenons le parti d'explorer les forces, les points d'appui sans jamais négliger les efforts qu'il faudra fournir pour aller de l'avant. Dans ses contenus, il affirme des choix de société, de développement humain, en traçant des perspectives, en fixant des horizons.

La seconde partie, elle, ouvre les grands chantiers que nous pensons utiles d'investir pour une sortie de crise du capitalisme financiarisé et mondialisé. Projets pour une mandature ou appui pour des mobilisations populaires et citoyennes, ces chantiers que nous jugeons prioritaires fixent des objectifs à atteindre et font les choix de mesures, de lois ou décisions qu'il faudra prendre.

Enfin, la troisième partie dit, elle, de façon très radicale, les 15 mesures que nous pensons urgentes à prendre dès maintenant au vu des terribles drames sociaux et humains que vit notre pays. Chacune et chacun comprendra que retenir 15 grands chantiers et 15 mesures immédiates relève effectivement de choix. Cela ne signifiant en aucune mesure que d'autres chantiers et d'autres mesures immédiates ne seraient pas à prendre, bien évidemment non, mais le travail du Comité est de soumettre ceux-ci au vu de leur nécessité après des débats d'une grande richesse et qu'il faut poursuivre.

Et puis, ce choix a été dicté par un objectif : ne pas noyer le lecteur, les citoyens dans une succession sans fin de mesures ne contribuant finalement qu'à brouiller le message et lui faisant perdre de sa pertinence et de sa cohérence.

Ce sont d'ailleurs les mêmes choix qui ont conduit à réaliser un texte au global plutôt court (il aurait pu être d'une taille immensément plus grande). Nous l'avons voulu le plus populaire possible, avec une économie de mots, un langage le plus accessible possible.

J'insiste sur cette forme qui rejoint le fond.

Toute cette démarche est une invitation. Invitation à débattre, invitation à confronter, invitation à coécrire, invitation aussi à se saisir de ce travail pour montrer aux adhérents du PCF et à tous le chemin que souhaite tracer notre parti, les pistes qu'il veut ouvrir.

Il répond à une question qu'on nous pose souvent : Mais vous, que proposez-vous ? Mais vous, pensez-vous vraiment qu'on peut en sortir de cette crise, de ce système ? Et qu'est-ce qu'on pourrait faire ? Nos réponses, nous les avons voulues les plus courtes, les plus pertinentes, les plus susceptibles d'être reprises, débattues, popularisées.

Bref, à des questions parfois et même souvent complexes, nous voulons donner des éléments pouvant être repris par les communistes, dont elles et ils pourront s'emparer pour mener leur engagement militant.

Enfin, la période où nous sommes est propice nous semble-t-il à ce travail. C'est le temps des congrès d'autres formations politiques. Ainsi le Parti socialiste tient bientôt son congrès. Sa direction, si elle en sort maintenue après ce congrès, présente ce que d'ailleurs son opposition appelle une motion « pour perdre ». En effet, l'exécutif gouvernemental tient fermement la ligne de son orientation libérale. Sans doute leur projet est de passer à une nouvelle étape de construction politique en créant avec ce parti et autour de lui, un pôle de type centriste qui laisse les idéaux, les valeurs et les politiques de gauche au vestiaire.

C'est donc une priorité pour un parti comme le nôtre de dire et de donner à voir que, si les dirigeants du Parti socialiste abandonnent la gauche, nous, nous n'y renonçons pas. Bien au contraire, nous appelons à relever le défi, celui d'une gauche de courage et d'efficacité qui osera affronter les marchés financiers et engager des politiques de développement humain.

Lancer en grand le débat autour de ce texte qui est l'objet de notre réunion aujourd'hui, en faire autour de lui de grands moments publics d'échange et de construction, serait un acte politique fort pour éclairer le débat : montrer les autres voies possibles, décliner les alternatives politiques, économiques et sociales qui sortiront le pays de l'ornière et des échecs.

Avec ce texte et avec cette première convention, nous ne nous éloignons pas des réalités, nous ne tournons pas le dos aux urgences populaires, aux difficultés sans nom que vivent nos concitoyens, à leur ras-le-bol, et à leur rejet de la « chose politique », au contraire nous nous dotons de moyens d'y répondre par des contenus, par des moyens. Bien sûr, comme tout outil, il ne donne à voir son utilité que s'il est employé.

C'est pour cela que j'ai voulu commencer par les finalités.

La gravité de la situation sociale et politique, la chape de plomb subie par des millions de citoyennes et de citoyens les conduisent souvent à penser l'horizon actuel comme indépassable. Cette réalité, avec les dangers populistes, nous impose de relancer le débat sur cette question majeure citée plus haut : quel type de société voulons-nous, la société de domination dans laquelle nous vivons ou bien ouvrir les chemins de l'émancipation humaine ?

Et de la même manière, il devient aussi essentiel de dire les chemins à ouvrir pour écrire cette nouvelle page progressiste. Nous faisons donc un choix, celui de réaffirmer, avec conviction et arguments, que le changement dans le sens du progrès humain répond évidemment à l'exigence de justice sans laquelle il n'y a pas de société vivable, mais plus que cela encore, qu'il est la condition même de sortie de la crise du capitalisme. Notre affirmation est nette : les choix de société répondant aux besoins humains sont les choix de l'efficacité.

Le document entre dans le vif du sujet. Il traite des chemins du changement et des contenus en faisant de la démocratie, de la liberté et de l'égalité des bases majeures.

Nous pensons l'avenir de notre planète et la survie de l'humanité comme un choix de civilisation qu'il est urgent d'engager et nous lions d'un même mouvement émancipation sociale et défi écologique.

Les trois principes que nous posons d'entrée disent ce que nous sommes.

En premier lieu, marier l'émancipation des humains à la préservation de notre planète permet de mêler monde durable et libération des salariés dans tous les domaines.

En second lieu, l'émancipation comme moteur du changement nous ouvre la définition de ce qu'on a appelé « un communisme de nouvelle génération ».

Nous déclinons donc des choix fondateurs pour nous : un nouveau mode de production qui soit à la fois économe en ressources naturelles et créateur d'emplois, de nouveaux métiers qui feront reculer le chômage jusqu'à l'éradiquer, mais aussi le partage, la relocalisation, la durabilité comme vecteurs de développement.

En troisième lieu, nous voulons redonner de la vigueur et du sens aux valeurs qui fondent notre nation. Nation dans laquelle certains ne se reconnaissent plus tant – dominée par les intérêts du capital – elle s'est éloignée de ses fondamentaux. Ces valeurs, souvent oubliées, ou galvaudées, méprisées, nous voulons en faire les bases du bien « vivre-ensemble » en libérant les potentialités humaines, en valorisant l'égalité pour faire reculer toutes les dominations, en revitalisant les solidarités contre les compétitions sans fin entre les hommes. En rehaussant la fraternité et le partage comme des valeurs majeures, nous nous dotons d'appuis pour faire progresser la démocratie et une société de droit que devrait être la République.

Il est vrai que nous sommes à la fin d'un cycle, celui du capitalisme en crise qui inaugure des temps lourds de dangers par la montée des populismes et de l'extrême droite. Les échecs des social-démocraties mais aussi ceux du socialisme de l'est de l'Europe ont nourri aussi les renoncements. Nous pensons donc le temps venu de définir un nouvel horizon.

Celui-ci s'inscrit dans les réalités de la France et du monde d'aujourd'hui. Écrire un projet, c'est ainsi donner à voir comment nous affirmons nos priorités, nos ambitions, vers quel avenir nous pensons qu'il est nécessaire d'aller. Nous le faisons logique contre logique, cohérence du capitalisme en crise contre cohérence du développement humain.

En douze chapitres, c'est que nous proposons d'examiner.

En plaçant en tête l'emploi, nous voulons répondre à l'urgence et au drame du chômage qui est l'une des toutes premières questions des Français. Nous définissons la lutte contre le chômage comme une cause nationale. On retrouvera cette même priorité dans les 15 chantiers prioritaires de la seconde partie du document. D'ailleurs chacun de ces chantiers se conjugue avec la première partie du texte qui en éclaire les enjeux et trace les chemins d'avenir.

Notre cohérence, ici, c'est que nous lions l'immédiat avec les mesures de la partie 3, aux chantiers prioritaires de la deuxième partie et jusqu'au sens profond vers lequel il faut aller et qui est exposé dans la première partie.

Ce choix n'est pas un choix littéraire (même si nous aimons la littérature) : il est politique.

Nous voulons, en effet, tenter de tenir tous les « bouts » si j'ose dire : depuis l'urgence sociale jusqu'à l'avenir à construire.

Notre choix du changement est construit dans un processus de ruptures avec l'état existant, sur la base de rassemblements qui puissent devenir majoritaires, faits de luttes, de votes, de constructions politiques à gauche.

Ce texte n'est donc pas hors du temps : il est de ce temps, il est pour ce temps et pour ceux qui viennent.

C'est pourquoi nous pensons qu'il peut (du moins il est fait pour cela) redonner espoir, redonner confiance en soi, redonner confiance dans les forces populaires, depuis l'estime de soi jusqu'à l'action collective mais aussi la politique si décriée pour que le peuple s'en détourne.

Notre projet développe ce que nous entendons par un nouveau mode de développement social et écologique. Plaçant les besoins humains comme moteur, nous exposons notre ambition pour l'industrie (qui a donné lieu à une convention récemment ici même) que nous proposons de relancer avec audace parce que sans production, pas d'économie viable. Et comme nous lions, à l'opposé des priorités du monde de la finance, les productions utiles, nous disons comment allier écologie et production, comment libérer l'homme au travail, comment innover avec de nouvelles filières, comment faire de la formation un vecteur pour de nouvelles productions, tout en privilégiant recyclabilité et économie de ressources. Bref, nous montrons comment allier d'un même mouvement production des biens, qu'ils soient industriels ou alimentaires, avec la prise en compte globale de la planète.

Bien sûr, rien ne pourra être mis en œuvre dans ces directions sans remettre en cause la dictature des marchés financiers.

Il faut nécessairement les faire reculer. D'abord combattre leurs dogmes qui présentent leur domination et leurs critères comme indépensables. Mais aussi en engageant des mesures fortes : pour les salaires, pour mettre en œuvre une sécurisation de l'emploi et de la formation, pour une profonde réforme fiscale, pour réorienter l'argent sur les dépenses utiles, pour contrôler l'utilisation de l'argent public, et donner des droits nouveaux aux salariés sur la stratégie et la gestion de leurs entreprises. D'un même mouvement nous posons la question des nouveaux modes de propriété, des nationalisations, de coopérations...

Nous réaffirmons qu'il n'est plus possible que les valeurs de la République s'arrêtent au portes des entreprises : organisation du travail, libération de la créativité ouvrent la nécessité de droits absolument nouveaux aux salariés.

Comme elle traverse tout notre projet dans tous les domaines de la vie, l'égalité femmes-hommes est conçue comme le puissant moteur du développement humain. Nous l'inscrivons comme un enjeu décisif de notre siècle.

Pas de société humaine en absence, négligence ou mépris de la culture. Nous plaçons celle-ci au cœur du changement démocratique, notamment parce que la création du commun, de la coopération passe par des droits pour tous à la culture. Et comme l'éducation est la pierre angulaire de la construction humaine, elle traverse elle aussi tout le texte : tant du point de vue de l'émancipation humaine que de celui de la démocratie.

Le climat et le réchauffement de la planète sont une des urgences majeures, nous ne laisserons pas passer la bataille sur cette question d'ampleur, notamment avec la Conférence Paris Climat 2015 en décembre prochain, sans relancer notre mobilisation et nos propositions : sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre qui entraînent déjà de terribles drames humains, mais nous prenons aussi toute notre part dans le débat sur la transition énergétique pour laquelle il faut impérativement repousser les politiques de déréglementation et de privatisation. Nous lions ces enjeux avec toute la question alimentaire, incontournable pour répondre aux besoins de nourrir

quantitativement et qualitativement la planète : dans cet esprit, nous redisons la nécessaire proximité, ou les prix rémunérateurs pour les producteurs.

Comme nous faisons de la démocratie le moteur du changement, nous proposons de définir une République pour toutes et tous qui redonne aux citoyens les moyens et l'envie d'intervenir. Redisant notre choix de dépasser le régime présidentiel, nous faisons des propositions concrètes pour redonner à la République les moyens d'assurer à chaque citoyen un égal accès aux services publics, à se soigner, à disposer de droits d'intervention.

Mais aussi dans notre chapitre sur la démocratie, nous posons des actes nouveaux comme par exemple d'inscrire dans la Constitution la participation comme étant un droit fondamental ou le lancement d'un plan de lutte contre le racisme et les discriminations avec des mesures précises. Nous le faisons aussi avec les politiques d'aménagement du territoire et celles de la ville. Avec au cœur les collectivités territoriales plus que malmenées par les réformes en cours et que la démocratie impose au contraire de revivifier.

Notre convention sur l'Europe avait permis de préciser quel était notre projet alternatif au libéralisme sans frein qui en conduit les affaires. Nous affirmons que l'Europe, loin d'être le champ de bataille de la compétitivité et de la concurrence effrénée entre pays au service des marchés financiers, devrait être un espace de coopération et de solidarité contre les politiques libérales. Tout ne se résume pas à la victoire de Syriza en Grèce, cependant, cela ne marque-t-il pas le commencement de ce qu'il est possible de faire ? Face à l'Europe qui refuse toute contestation de son modèle libéral, ne peut-on ouvrir des passages : réformer la Banque centrale européenne et populariser la création d'un fonds européen de développement social, valoriser une Europe de la culture, ou monter les exigences d'une Europe investie dans la transition énergétique et soutenant des relances industrielles. Il y a du monde en Europe qui partage ces propositions et qu'il faut unir, mobiliser comme nous allons le faire les 30 et 31 mai prochain.

Ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour le monde à qui la paix et la solidarité manquent si cruellement. Là aussi, notre projet tisse les urgences avec les chemins d'avenir. Nous pensons profondément qu'il y a une place pour la France et sa diplomatie en la mettant au service de la paix, de la justice. De la reconnaissance immédiate de la Palestine à la mobilisation tout autant immédiate de notre pays pour l'organisation d'une conférence internationale sous l'égide de l'Onu pour la paix au Proche et au Moyen-Orient, il y en a des choses à faire pour notre pays dans ce tableau si inquiétant du monde.

Nous insistons beaucoup sur le fait que, oui, contrairement à bien des idées reçues (disons plutôt imposées) nous pouvons, les peuples peuvent peser sur les événements. Un seul exemple car le sujet est d'importance : la France dispose du second réseau diplomatique international : qu'en fait-elle ? Soutien des guerres en Libye, Irak alors qu'elle pourrait œuvrer pour des institutions justes au lieu de se couler dans le sillage des États-Unis ; elle devrait refuser le concept de bloc et prendre des initiatives de désarmement, agir contre le Tafta, parler fort, et travailler au règlement des conflits. Là aussi nous conjuguons propositions immédiates avec nos visées pour un pays et un monde de solidarité.

Je n'ai fait ici que survoler le travail que nous vous proposons. Nous souhaitons donner envie de le lire, d'y confronter ses propres opinions, puis aussi de le partager, d'en faire un outil commun.

Certes il ne dit pas tout, il a des insuffisances, des manques mais nous vous le livrons pour faire travail commun, c'est notre contribution pour réfléchir et avancer ensemble.

Je veux ici remercier tous les camarades du Comité sans qui nous n'aurions pu proposer ce texte. Elles et ils ont travaillé sans compter et sont à votre disposition aussi dans cette journée pour répondre, éclairer, mais aussi écouter. Demain, ce texte qui pourra bien sûr évoluer encore, sera publié comme, je le redis, une contribution du Comité du projet.

Nous l'avons fait pour servir le débat dans toutes ses dimensions : citoyennes bien sûr, avec le monde associatif et syndical évidemment, mais aussi avec les forces politiques de gauche. Des fêtes fédérales à celle de l'Humanité, des débats de section, à des forums citoyens, des espaces de rencontres avec les formations de gauche, nous vous invitons à largement le diffuser, vous en servir, et qu'il devienne en quelque sorte un de nos biens communs.

Nous concluons la première partie du projet par ces mots : « *nous avons une furieuse envie de réussir !* ».

Eh bien, aujourd'hui, place au débat avec vous, je vous souhaite les échanges le plus riches et les plus constructifs.

Là aussi avec une furieuse envie de réussir.